

NOUVELLES VAGUES

N°54

La Jeunesse est essentielle
Retour sur la mobilisation
du 24 mars

TikTok : nouveau terrain de
jeu pour la créativité des jeunes

Précarité
transformée :
les jeunes
particulièrement
touchés ?





Bonheur et Couleurs

La culture, selon l'UNESCO, est « dans son sens le plus large, considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». La langue, la façon de s'habiller, la musique que l'on écoute, la façon de danser, les espaces de rencontres collectifs, tout cela fait partie de notre culture. Un rappel qu'il me faut remettre sur la table ponctuellement lorsqu'on s'étonne de trouver notre secteur OJ au sein du Département de la Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles ! Telles d'anciennes photographies marquées sur la pellicule, la réalité des activités culturelles est, depuis plus d'un an, limitée au négatif. Noir c'est noir... restent quelques lueurs d'espoirs, entretenues ici et là, notamment par « nos » associations.

Aujourd'hui, c'est la COVID qui, malgré elle, agit en révélateur d'une situation qui, elle, n'est pas neuve : l'accès à la Culture est menacé. J'avais écrit « ... car peu valorisé » ; pourtant, il me faut constater que, justement, la Culture prend de la valeur... comme tout ce qui est rare et précieux. N'y voyez pas une avancée positive ! Car cette valeur-là prend l'accent de l'argent. Ainsi, c'est l'accès même à la Culture qui est rendu plus difficile pour de nombreux jeunes. La COVID creuse un fossé de précarité chez beaucoup d'entre eux... Telles de nouvelles photographies, numériques cette fois, nos activités culturelles ont pour enjeux de mettre de la couleur et de pouvoir se propager rapidement vers tous et toutes.

Des enjeux ambitieux pour lesquels il nous faudra nous lever de bonheur ! Bons réveils pour les semaines et mois à venir...

« Il paraît que la crise rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Je ne vois pas en quoi c'est une crise. Depuis que je suis petit, c'est comme ça. »



Sommaire

Actus des membres 4

Et Relie-F dans tout ça ? 10

Relie-F asbl — La Jeunesse est essentielle – Retour sur la mobilisation du 24 mars

Focus actu 14

Relie-F asbl — TikTok : nouveau terrain de jeu pour la créativité des jeunes

Dossier -

Précarité transformée : les jeunes particulièrement touchés ? 18

- 1 - La lutte contre la pauvreté à l'agenda politique 20
- 2 - Rajeunissement de la pauvreté 22
- 3 & 4 - Urbanisation de la pauvreté & Problème de budgets contraints 23
- 5 - Monoparentalisation de la pauvreté 27
- 6 - Féminisation de la pauvreté 27
- 7 - Davantage de travailleurs pauvres 29
- 8 - Dépendance accrue aux prestations 29
- 9 - Une politique publique prioritaire 31
- 10 - Une immigration disputée 32

Carte blanche 38

YFU Bruxelles-Wallonie asbl — Ode aux familles d'accueil

Focus membre 40

écolo j asbl — Les nombreux combats d'écolo j

Proust 42

Asmae asbl — Marie Lecocq & Audrey Mathieu

Actus des membres



Quinoa asbl

Projet alternatives locales : repenser notre alimentation !

Le Projet Alternatives Locales de Quinoa, ce sont des modules de formation pour mieux comprendre les enjeux de la mondialisation en partant du thème de l'alimentation. Le PAL ce sont aussi trois modules d'immersion (ferme alternative, jardin collectif et atelier culinaire), pour donner un aperçu des dynamiques sociales près de chez nous.

Le processus est axé sur les pistes d'engagements individuel et collectif en faveur de la souveraineté alimentaire. Exposés, témoignages d'acteurs et d'actrices de terrain, jeux pédagogiques, débats, ateliers pratiques et immersions s'articulent avec les expériences des participants, pour "alimenter" ton propre projet solidaire !

Infos

www.quinoa.be

info@quinoa.be

02 893 08 70



Quinoa asbl	4	Empreintes asbl	7
CEF asbl	5	CHEFF asbl	8
ECYC aisbl	5	Arc-en-Ciel asbl	8
DéFI Jeunes asbl	6	Crible asbl	9
Asmae asbl	6	Académie Citoyenne BAO-J asbl	9

CEF asbl — Just'Rights : pour tout savoir sur le droit scolaire



Les membres du CEF et son équipe d'animation sont fier-e-s d'avoir sorti, en début d'année, leur nouveau jeu sur le droit scolaire : Just'Rights ! Afin de faire découvrir leurs droits au plus grand nombre d'élèves possible, des séances d'initiation à destination des professionnel-le-s de la Jeunesse ont été organisées.

De base imaginées en présentiel, l'équipe du CEF a fait preuve d'adaptation : une partie du matériel a été envoyée par voie postale quelques jours avant la réunion, de quoi assurer une expérience virtuelle et ludique ! Le 24 février ainsi que les 20 et 23 mars, des professeur-e-s, animateur/rices, éducateur/rices, etc. se sont donc donnés rendez-vous pour découvrir Just'Rights. Ce jeu est disponible à la location gratuitement via le site web du CEF.

Maryam TCHAMEKH

ECYC aisbl

« Migrant Youth research and policy Network »

ECYC lance un appel à candidatures afin de créer un groupe de jeunes qui, pendant une année, participera à des discussions et à des activités en lien avec les futures stratégies et politiques européennes pour les jeunes issus de l'immigration. Tout cela fait partie du projet de recherche Horizon 2020 qui soutient l'orientation politique factuelle dans le domaine Jeunesse au niveau européen.

Le projet est ouvert à tous les jeunes âgés entre 15 et 29 ans issus de l'immigration, réfugiés ou toute personne se sentant concernée directement par les thèmes envisagés dans le projet. La langue de travail est l'anglais de niveau débutant, soit le niveau A2.

Infos et inscriptions : www.ecyc.org.

Rareș Augustin CRĂIUȚ



Source : pixabay.com

DÉVELOPPE TES TALENTS
DE COMMUNICATEUR ET MAITRISE
LES COMPÉTENCES CLÉS
POUR MIEUX AGIR DANS TES PROJETS
PRO OU PERSO !

DÉFI
JEUNES

BIEN COMMUNIQUER, C'EST LA CLÉ

Communiquer efficacement, en toutes circonstances !

PARCOURS DE FORMATION

Source : DéFI Jeunes asbl

DéFI Jeunes asbl

DéFI Jeunes lance son parcours de formation !

Depuis le 1er avril, DéFI Jeunes organise son propre parcours de formation pour ses membres ! Sept modules sont proposés pour développer ses talents de communicateur/rice. Des formations courtes, dynamiques, interactives et en ligne. Les participant-e-s peuvent y trouver du coaching, de

la théorie, des exercices de groupe, des conseils et des outils.

Un seul objectif en vue : maîtriser les compétences clés pour mieux agir dans ses projets personnels et professionnels. Au programme : persuasion, prise de parole en public, prise de décision, argumenta-

tion, gestion de conflit, négociation, gestion de projet. Selon ses envies, ses besoins et sa motivation, il est possible de suivre toutes les formations du parcours ou de se limiter à certains modules.

Mélanie DUPRIEZ

Asmae asbl



bxyz.media : le média pluridisciplinaire qui décrypte les enjeux féministes et sociétaux

BXYZ est avant tout un groupe de huit volontaires bourré-e-s de talents qui ont décidé de mettre ceux-ci au service d'un média qui questionne la place des femme-x-s dans notre société. Par l'information, la discussion et la confrontation bienveillante, BXYZ souhaite questionner et lutter pour les enjeux féministes et sociaux d'aujourd'hui en Belgique.

Il s'agit, outre d'ouvrir un espace d'information, de débattre et de lutter

contre l'invisibilisation des femme-x-s. Et donc, des femmes-x-s seront mises en lumière à travers des contenus variés. Le média se compose, entre autres, d'articles, de podcasts et d'illustrations. En plus de ça, un espace est dédié aux opinions, à la colère, à la joie, aux coups de cœur. Bref, tout ce que les jeunes souhaitent y partager !

À bientôt sur bxyz.media !

Martin KISIIGHA

L'Homme et la Forêt



DOSSIER PÉDAGOGIQUE À DESTINATION DES ENSEIGNANTS ET ANIMATEURS

Public ciblé : 10 - 12 ans (et plus si affinités...)



Source : Empreintes

Empreintes asbl

Dossier pédagogique « L'Homme et la forêt »

« L'Homme et la forêt » est un dossier pédagogique à destination des enseignants et des éducateurs qui souhaitent familiariser les jeunes de 10 à 12 ans au milieu forestier.

Facile à utiliser et abordable, ce kit est un outil de référence pour comprendre les différentes fonctionnalités de la forêt (environnementale, sociale, économique et paysagère) et les liens que les humains ont avec elle.

La première partie du dossier traite de la rencontre de cet écosystème, de sa gestion, de ses habitants et de ses usagers. Quant à la deuxième partie, elle présente une série d'activités variées qui feront appel aux différents sens, à l'observation ou encore à la créativité.

Ce dossier est le fruit d'une collaboration entre Empreintes et le CARAH (le Centre pour l'Agronomie

Avec le soutien du Fonds européen de Développement régional.



Feel Wood
Forêt Pro Bos

Avec le soutien de la
 Wallonie

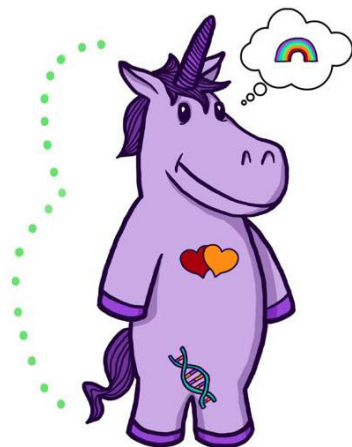
et l'Agro-Industrie de la Province de Hainaut). Il a été réalisé dans le cadre du projet Interreg « Forêt Pro Bos » rassemblant 11 partenaires wallons, flamands et français.

Guillaume HUBLET

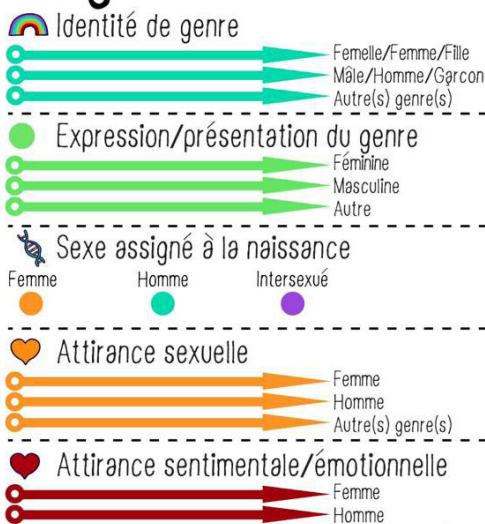
CHEFF asbl — Formation en tout genre

Maurine HACHERELLE

La licorne du genre



Source : CHEFF asbl
Plus d'informations sur :
www.transstudent.org/gender



Rose ou Bleu ? Il est temps pour les enseignant-e-s de faire mieux ! À l'heure où la dimension de genre fait de plus en plus l'actualité, les futur-e-s instituteurs/trices de la Haute École de Liège ont été amené-e-s à pousser leurs réflexions et leurs pratiques pédagogiques vers plus d'inclusivité grâce aux CHEFF. Au programme de la formation : sensibilisation aux thématiques LGBTQIA+ grâce à l'outil « La licorne du genre » mais aussi une présentation de divers outils pédagogiques (littérature de Jeunesse, Malette Genre...) à destination d'élèves de l'enseignement fondamental.

La formation est également accessible aux formateurs/trices d'OJ ainsi qu'à tous leurs collaborateurs et collaboratrices. N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse info@lescheff.be pour plus d'informations !

Arc-en-Ciel asbl

L'Opération Arc-en-Ciel 2021 : un défi relevé haut la main !

Quel succès, cette 67e édition ! On s'attendait à une année morose, on espérait aider nos associations bénéficiaires de moitié... et voilà que l'investissement de tous nos bénévoles et la générosité des donateurs a fait exploser les scores : plus de 106 000 kilos de vivres non périssables ont été récoltés pour offrir des loisirs à des milliers d'enfants !

Et pourtant, en ces temps de COVID19, nous en avons des challenges à relever...

Tous les acteurs concernés par la collecte (délégués, écoles, mouvements de Jeunesse, partenaires, commerces, donateurs) ont fait preuve de flexibilité pour mener à bien cette action solidaire.

196 associations d'aide à l'Enfance en Wallonie et à Bruxelles ont reçu un précieux colis de vivres. Les 106 tonnes collectées équivalent à plus de 15 000 journées de loisirs offertes. Bravo et merci à tous !

Sophie VANDERHEYDEN

Source : Arc-en-Ciel asbl





DATE:
JEUDI
01/04/21



PARLONS PORNO

COMMENT PARLER PORNO AVEC LES JEUNES ?

LIEU:
EN LIGNE



Source : Crible asbl



Crible asbl



Succès pour la première édition de « Parlons Porno ! »

Jeudi 1er avril, Crible a organisé le colloque « Parlons Porno ! » sur Twitch où plus de 250 personnes se sont connectées pour écouter des personnes du monde académique, associatif et militant déconstruire les représentations sur la pornographie et outiller sur la manière de parler

porno avec les jeunes. L'après-midi, 90 personnes ont participé aux ateliers via Zoom où iels ont pu découvrir des outils (*Game of Porn*, *X regards sur le porno*, *Ça tourne*), un projet d'animation (*Images de la pornographie*) et les représentations des personnes trans.

Le colloque a été organisé dans le cadre de l'EVRAS par plusieurs OJ avec Crible : O'Yes, Action Médias Jeunes, Ajile et Alter-Visio.

Laetitia VIGNAUD

Académie Citoyenne BAO-J asbl — Fun-en-bulles



Source : Académie Citoyenne BAO-J asbl

Prenez six jeunes en accrochage et un atelier d'expression sur le thème des bulles. Bulles de un, bulles de quatre, bulles sociales, bulles réduites... Il est loin le temps où les bulles servaient uniquement à faire pétiller l'eau et le savon ! La vie est nulle sans bulles... Qui oserait ce slogan aujourd'hui ?

Et voilà ces six mêmes jeunes en accrochage qui, à la fin de l'atelier, demandent à tourner une capsule vidéo. Pour quoi faire ? Pour envoyer un message d'encouragement et de

soutien à tous les jeunes qui, comme eux, s'accrochent à leurs espoirs et construisent leur résilience. Comment garder l'équilibre ? En mettant du fun-en-bulles. Tenez bon, les jeunes !

Capsule bientôt en ligne sur www.bao-j.be.

Le centre Raccroche accompagne des jeunes en (pré)décrochage à Verviers et dans toute la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Sophie JACQMIN-VAN HESPEN

Et Relie-F dans tout ça ?



La Jeunesse est essentielle

Retour sur la mobilisation du 24 mars

Il est 19h, le 23 mars 2021. Les membres de l'équipe communautaire de Relie-F éteignent enfin leur ordinateurs. Tout est prêt pour le lendemain. Il va falloir être alertes et réactifs. C'est que la journée du 24 risque d'être bien remplie. Si les écrans sont éteints, les cerveaux, eux, sont toujours en ébullition : *Est-ce que tout va bien se passer ? A-t-on pensé à tout ? Et si personne n'agissait ? Et si... ?*

Le mercredi matin, tout le monde est sur le pied de guerre, à son poste. La journée commence à peine que, déjà, les photos et les messages arrivent. Et ce n'est que le début ! Mais revenons un peu sur le pourquoi et le comment de cette mobilisation avant d'en exposer les résultats.

Les raisons

Ce n'est un secret pour personne : la crise sanitaire a provoqué beaucoup de changements dans nos vies, à tous les niveaux, pour toutes les tranches d'âge de la

population. Nous avons dû modifier nos habitudes de travail, de vie, nos loisirs... Nous avons créé nos bulles en attendant la suite, espérant que cela ne dure pas. Mais les changements soi-disant provisoires ont été maintenus, certaines personnes ont été oubliées et beaucoup d'espoirs se sont envolés.

Parmi ceux qui ont été mis de côté, il y a les jeunes. Un an après, c'est toujours le cas pour la plupart d'entre eux. Cela devient long, trop long ! Alors, Relie-F et les autres fédérations d'Organisations de Jeunesse et de Centres de Jeunes ont décidé qu'il était temps d'agir et de montrer que la Jeunesse était là et qu'elle devait être prise en compte. De là est née la mobilisation « La Jeunesse fait partie de la solution », portée par le secteur Jeunesse dans son ensemble et pilotée par Relie-F le 24 mars dernier.

La mission était simple. Prendre un marqueur, un carton et compléter la phrase « La Jeunesse est... ». Le délai était court et le pari lancé ambitieux : donner une journée seulement pour que le secteur – depuis les jeunes



La Jeunesse fait partie de la solution



#LaJeunesseFaitPartieDeLaSolution

#JeunesEssentiels

#CRACS

jusqu'aux travailleurs Jeunesse en passant par les CA et les bénévoles – s'exprime. Pour qu'il explique « en quoi la Jeunesse fait partie de la solution ». Le but était, d'une part, de se faire entendre sur les réseaux sociaux et, d'autre part, de rassembler les photos sur une mosaïque « Padlet ».

Les messages

Au total, ce sont plus de 1000 photos qui ont été partagées sur les réseaux sociaux. La tendance est d'emblée claire : la Jeunesse fait, assurément, partie de la solution ! Parmi les messages diffusés, on a pu lire une majorité de choses positives (72 % de messages positifs, 27 % de messages négatifs et 1 % de messages neutres). Du côté de Relie-F, l'équipe était sur plusieurs plans : elle recevait les photos pour les poster sur le Padlet et, parallèlement, analysait au fur et à mesure le contenu des messages de manière poussée afin d'être encore plus à l'écoute des jeunes et du secteur. Vous trouverez un florilège d'extraits dans les paragraphes qui suivent.

L'espoir

Beaucoup de messages d'espoir ont été portés à notre attention : *le monde de demain sera meilleur grâce à la*

relève. La Jeunesse est une boussole pour trouver le chemin de l'avenir. Elle est à préserver, à accompagner, à écouter et à prendre en compte car elle est à la base des générations futures.

En action

La Jeunesse ne veut pas rester les bras croisés et laisser le temps passer. Elle est en demande d'expériences à vivre, pour se former, comme ses aînés avant elle. Les jeunes souhaitent être à la manœuvre et construire le monde de demain grâce à leur dynamisme, leur énergie et leur courage. Ils sont pleins de ressources et chauds comme des baraques à frites.

La citoyenneté

La Jeunesse est victime de préjugés depuis le début de la pandémie et les jeunes en sont fort touchés. En effet, ils sont souvent catalogués comme des égoïstes qui veulent faire la fête. Ils ne sont évidemment pas tous d'accord avec ça et sont conscients de leur rôle dans cette bataille. La Jeunesse a envie de faire bouger les choses, de défendre ses valeurs et d'agir avec éthique. Les jeunes sont





les *adultes de demain* et il faut, plus que jamais, qu'ils soient une *priorité* !

D'ailleurs, quand on regarde les messages émanant des encadrants Jeunesse, un mot prédomine, sans conteste : la Jeunesse est *essentielle*. Les travailleurs la disent *aux abois, écoutez-la* ! Elle est *la clé, le moteur pour la relance, soucieuse de sa santé et de celle des autres, plus que vous ne le pensez. La Jeunesse est la frite, et nous le cornet* ! Les associations ont faim de collaborations, elles veulent revenir dans les écoles, travailler avec l'Aide à la Jeunesse, bref : être sur le terrain.

La joie

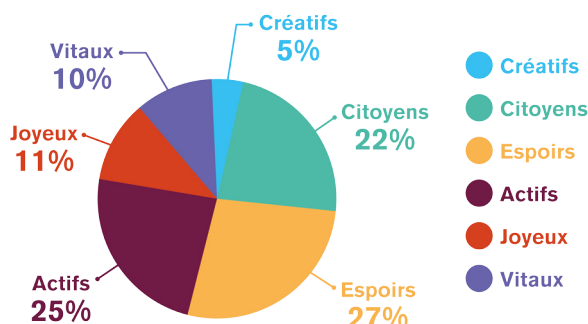
La Jeunesse, *c'est le plus bel âge de la vie* ! Elle nous émerveille avec sa folie et son sourire. Elle est *pleine d'amour et d'énergie positive. C'est le soleil qui se lève sur demain. Il faut que notre BNB, Bonheur National Brut, soit écouté. La Jeunesse est belle, belle, belle comme le jour* !

La créativité

La Jeunesse est *pleine d'idées* pour faire avancer les choses. Elle est *créative, innovante, talentueuse et prête à se réinventer* dans toutes les situations possibles. Elle se sent aussi prête à aider ses aînés pour que les décisions

du gouvernement en lien avec la Jeunesse soient plus réalistes et embrassent le quotidien des jeunes.

Messages positifs



Évidemment, tous les jeunes ne sont pas dans la positivité et ils n'arrivent plus à faire semblant. Ils ont besoin de montrer leur désarroi et leur mélancolie. Que les autres sachent à quel point c'est difficile d'être jeune et confiné. Des messages allant dans ce sens ont aussi été partagés sur les réseaux et il est important que ces émotions soient relayées et entendues ! Voici les tendances « négatives » que nous avons relevées.

Le désarroi

Avant toute chose, la Jeunesse se sent seule et oubliée par les décisions du gouvernement. Elle est désemparée car elle a l'impression de ne pas entrer en ligne de compte quand il faut prendre des décisions. Elle a besoin de concret et demande des perspectives. *La Jeunesse c'est comme une fleur, oubliez-la et elle flétrira.*

La lassitude

La Jeunesse est à *cran de trop d'écrans*. Elle est au bout du rouleau à cause de toutes les mesures prises. Elle a *du mal à respirer* et est en *apnée* depuis une année. *Les jeunes sont épuisés et essoufflés. La Jeunesse est saoulée ! Laissez-la respirer !*

La colère

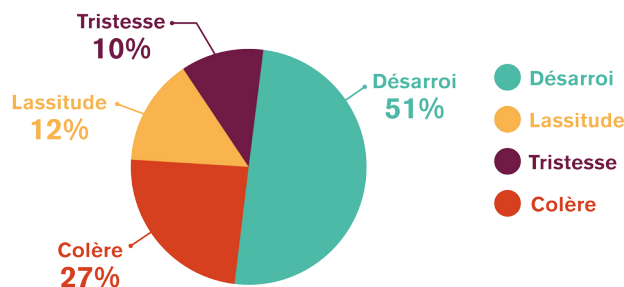
Certains, parmi les plus jeunes, étaient énervés et cela transparaissait dans leurs messages. Ils ont l'impression d'être considérés comme des marionnettes ou des criminels qu'il faut enfermer. *En 2021, on est pris en otages par notre propre gouvernement. On est punis alors qu'on n'a rien fait. Attention, parce qu'on est jeunes aujourd'hui mais on ne le sera plus demain.*

La tristesse

Certains jeunes sont *en souffrance* à cause du manque d'activités sociales avec leurs pairs. Ils sont *déprimés et déboussolés*, seuls dans leur chambre. C'est difficile mentalement de grandir de manière aussi isolée. Au début de la crise, on se disait que quelques mois n'allaient pas bouleverser une vie entière. Mais que va-t-il advenir

de ces jeunes qui auront passé plus d'un an sans les contacts indispensables à leur bon développement ?

Messages négatifs



Les constats : un manque d'espaces d'expression ?

Certains pourraient dire que c'est bien beau de diffuser toutes sortes de messages sur les réseaux sociaux, que ce n'est pas ça qui va changer les choses. Mais si cette action a fonctionné auprès des jeunes, c'est qu'ils en avaient/ont besoin. C'est une nécessité pour eux de s'exprimer, d'être lus, entendus. C'est ça qui leur manque : un espace d'expression public où ils peuvent montrer qu'ils sont présents. Cette action était là pour ça : rappeler aux responsables politiques du secteur Jeunesse que les jeunes existent toujours, qu'ils ont besoin d'attention et de considération autant que la société a besoin d'eux pour se construire et aller de l'avant.

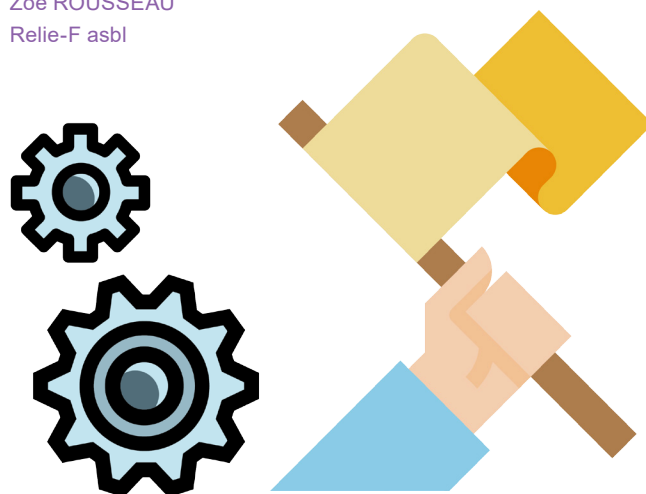
C'est sur ces constatations que la journée du 24 mars se termine. Les écrans s'éteignent à nouveau. Les travailleurs de Relie-F sont sur les rotules mais satisfaits d'avoir pu mener cette action jusqu'à son terme. Mais ce n'est pas terminé pour autant : la mobilisation ne s'arrête jamais vraiment !

Alice DEHAESELEER

Aurélien MARTIAT

Zoé ROUSSEAU

Relie-F asbl



Focus actu



TikTok : nouveau terrain de jeu pour la créativité des jeunes

L'application TikTok n'a pas toujours eu bonne presse. Souvent présenté comme un danger, ce nouveau réseau social n'est pourtant pas dénué d'intérêt ; c'est pourquoi nous avons choisi de vous le présenter sous un jour différent. Découvrons ensemble comment les jeunes du monde entier se sont appropriés la plateforme et comment ils y manifestent leur engagement.

Un TikTok militant ?

Il est parfois bon de rappeler à quel point les jeunes se sentent concernés par ce qu'il se passe au sein de notre société. En tant que seconde application la plus téléchargée au monde, TikTok est donc tout naturellement devenu le nouveau terrain de jeu du militantisme chez les jeunes.

Sur TikTok, on s'insurge, on dénonce, on propose des alternatives. On est actifs, mais à distance !

Et pour cause ! On a vu naître plusieurs manifestations pacifiques sur la plateforme. Peut-être avez-vous vu la vidéo TikTok de ce jeune Français qui sautait sur les murs, le soir, pour éteindre les lumières des vitrines des boutiques (qui sont d'ailleurs dans l'illégalité après 1h du matin) ? Cet acte militant dénonce le gaspillage d'électricité de la part des grandes marques et nous sensibilise à l'écologie.

Autre exemple flagrant du pouvoir révolutionnaire de l'application : en juin 2020 aux États-Unis, un acte

politique contre Donald Trump avait été lancé via un partage de vidéos sur la plateforme. La mission ? Inviter des jeunes à s'inscrire à un de ses meetings dans le but de ne pas s'y rendre. Au final, sur les 20 000 personnes inscrites, seulement 6000 se sont présentées. Coup dur pour l'ex-président américain qui n'a pas apprécié, et avait émis l'intention, à l'époque, de supprimer l'application chinoise aux USA !

TikTok a également permis aux jeunes de s'impliquer virtuellement lors du mouvement Black Lives Matter. Ont émergé sur l'application des milliers de vidéos sur les inégalités raciales, un hashtag et des tendances dont les vidéos « Check your privilege », destinées à mettre en lumière les différences de traitement au quotidien selon la couleur de peau. Résultat : le mouvement a pu être relayé à un plus large niveau. Certains jeunes qui n'avaient peut-être pas conscience de ces inégalités ont pu s'informer et prendre part au mouvement, en s'engageant à leur manière.

Source : pixabay.com



Social



Source : pixabay.com

TikTok, c'est aussi le lieu pour parler de féminisme, pour éduquer des jeunes, filles ou garçons, au système inégalitaire auquel sont confrontées les femmes dans le monde. On y dénonce les comportements toxiques de certains hommes, connus ou non, le harcèlement, le sexisme et l'homophobie... On peut également y voir des comptes consacrés à la pratique de la sorcellerie, au body positivisme, on parle de sa sexualité sans filtre et on éduque à la cause LGBTQIA+. Un *safe space* pour toute une communauté de jeunes qui a besoin de plus en plus de diversités.

Finalement, TikTok a permis au militantisme de migrer en ligne et de le rendre plus direct et créatif. Le jeune peut y révéler sa vraie personnalité et y revendiquer ses différences.

TikTok, intergénérationnel et créatif


Pendant le confinement, le monde a dû repenser sa façon de communiquer. Via TikTok, les jeunes ont réussi, d'une certaine façon, à s'adapter à une vie avec des contacts sociaux très limités.

Contrairement à d'autres réseaux sociaux, sur TikTok, les jeunes ne se prennent pas au sérieux et se sentent moins jugés. Ils peuvent être pleinement acteurs. Pour eux, c'est une source de distraction, de partage et de solidarité dans l'ensemble bienveillante. Pas besoin d'une belle photo retouchée pour toucher son public : on se montre tel que l'on est, avec nos qualités et nos défauts, afin de créer un contenu digital inédit.

L'application, qui a surtout émergé pendant le confinement, a réconcilié les générations. Les jeunes, presque uniquement en contact avec leur famille, ont fait valoir leur expérience sur la plateforme en conviant leurs aînés à participer à plusieurs challenges (dances, sketches, scénographies...). On pouvait



Source : pixabay.com



TikTok
We continue to stand in solidarity
with the Black community.
Read about updates on the actions we're taking.

Source : pixabay.com

ainsi voir passer, par le biais du jeune, ses parents ou ses grands-parents dans des postures inédites. Tout cela leur a permis de mieux vivre cette période difficile.

En résumé, TikTok c'est une immense bibliothèque de contenus de proximité, authentiques et fugaces. On y retrouve des reprises de chorégraphies virales, des tutos make-up, des recettes gourmandes, des témoignages, des démonstrations de jeu d'acteur, des vidéos engagées et intergénérationnelles... On y parle de ses passions (mode, art, sport...),

on parodie, on dénonce, on y aborde également des sujets plus délicats tels que la santé mentale, les troubles alimentaires, la sexualité, on sensibilise à la langue des signes... Le tout sans tabou.

TikTok c'est un lieu d'expression sans fin où tous les sujets sont centralisés, c'est le terrain d'action surprenant de la nouvelle génération de créateurs de notre société !

Aurore TAVIANUCCI
Relie-F asbl

Et le COVID19 dans tout ça ?

TikTok est dans le top 10 des applications les plus téléchargées par les confinés. Au-delà de mettre en scène son ennui quotidien pendant la quarantaine ou de partager des chorégraphies en soutien au personnel soignant, la plateforme a mis en place un centre d'informations. Celui-ci sensibilise ses utilisateurs aux gestes barrières, donne des informations sur le vaccin via le relais de vidéos officielles partagées par l'Organisation Mondiale de la Santé et des professionnels, notamment via le #COVID19.

TikTok, quésako ?

Anciennement appelée Musically, la nouvelle version de l'application compte aujourd'hui plus de deux milliards de téléchargements dans le monde. Avec près de 700 millions d'utilisateurs actifs mensuels, le réseau social est disponible dans 155 pays et en 75 langues différentes.

TikTok permet la création de contenus audiovisuels (prise de vue, montage, publication). Elle possède une interface et des fonctionnalités créatives. Vous pouvez vous filmer, partager votre réaction face à d'autres vidéos, y ajouter un effet, une chanson, des commentaires... Tout cela pour créer des vidéos funs et des challenges (aussi appelés " trends ") qui apparaissent sur votre page « Pour toi » et peuvent devenir rapidement viraux et se voir repartagées sur d'autres réseaux sociaux (les « réels » d'Instagram, ça vous parle ?).

Le succès de l'application réside dans un mélange d'ingrédients particuliers. Son algorithme, tout d'abord, est basé sur nos centres d'intérêts plutôt que sur nos relations. On y retrouve un contenu toujours nouveau qui correspond à nos affinités. C'est ce qui rend TikTok aussi addictif. De plus, l'application est très intuitive et convient à tous types de profils : il y en a pour tous les goûts !



Précarité transformée : les jeunes particulièrement touchés ?



Dossier

Qu'est-ce que la précarité ? En quoi est-ce différent de la pauvreté ? Ces questions dérangent et peuvent même faire peur, tellement elles touchent une corde sensible en chacun de nous. Quand on bascule dans la précarité, on est entraîné, malgré nous, dans un cercle vicieux.

Le schéma que vous trouverez ci-dessous nous a été largement inspiré par une infographie créée par la FCJMP et illustre un exemple de parcours d'une personne précaire. La mauvaise employabilité du marché ne permet pas de posséder des ressources suffisantes. Celles-ci sont un frein pour trouver un logement adapté et/ou décent et le manque de confort et d'espace peut entraîner un décrochage scolaire qui, à son tour, augmente le risque de ne pas trouver de travail... Vous vous doutez de la suite : comme pour tout cercle vicieux, le plus dur est d'en sortir....

*Cette infographie est largement inspirée des
Bulletins de Liaison de la FCJMP, saison 2020-2021*



Précarité transformée : les jeunes particulièrement touchés ?

Comment expliquer la pauvreté ? Même les spécialistes s'y cassent les dents ou en font un sujet d'étude tellement le terme et ce qu'il englobe est vaste. « Il n'est jamais tout à fait aisé d'appréhender la notion de 'pauvreté' car le mot est particulièrement commun à tous depuis tout le temps et, de ce fait, tout le monde pense savoir instinctivement de quoi on parle lorsque l'on évoque 'la pauvreté'. Pour autant, dès lors qu'il faut la définir, cela se complique et, le plus souvent, on s'en réfère alors quasi exclusivement à une définition financière. » ¹

La précarité est considérée comme « l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit le plus souvent à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle tend à se prolonger dans le temps et devient persistante... » ²

La précarité renvoie donc plutôt à un sentiment d'incertitude qu'à un état de fait constant. C'est la crainte de basculer dans la pauvreté. On est sur la corde raide, sans arrêt. Ce risque ne dépend pas seulement de la personne en difficulté, il dépend aussi de décisions extérieures.

Pour ce dossier, nous nous sommes intéressés aux personnes vivant dans la précarité. Qui sont-elles ? Quels ont été leurs points de rupture ? C'est en nous posant ces questions qu'un fait est apparu. La pauvreté a changé de cible, ou plutôt, elle s'est modifiée au fil des années. Cependant, si un fait ne change pas, c'est bien le phénomène des spirales infernales dans lesquelles sont plongés les individus précarisés.

Les profils des personnes vivant dans la précarité il y a 20 ans ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Qu'est-ce qui a induit ces changements ? Nous avons été interloqués par un article publié sur le site de l'Observatoire français des inégalités. Voici la conclusion de DAMON, sociologue et auteur de cet article : « Aujourd'hui, la personne précarisée est jeune - on devrait dire elle est jeune -, vient d'une famille monoparentale, demeure en zone urbaine et ne parvient pas à s'insérer sur le marché du travail. » ³ L'article avance également dix transformations qui, selon l'auteur, ont affecté sensiblement les phénomènes de précarité depuis une trentaine d'années. C'est en partant de ces transformations que nous avons structuré le dossier de ce Nouvelles Vagues. À lumière de la Jeunesse, plongeons-nous dans l'univers hostile de la précarité.

1 La lutte contre la pauvreté à l'agenda politique



La précarité a toujours existé, c'est un fait. Pourtant, elle s'est modifiée et elle touche des personnes qui, il y a une vingtaine d'années, n'étaient pas du tout concernées par le sujet. Cela a, bien entendu, modifié la donne au niveau politique également. En effet, **la pauvreté n'a pas toujours été un sujet central pour les instances décisionnelles de notre pays.** Cela fait maintenant environ vingt ans que nos élus se préoccupent davantage de ce problème. Nous pouvons le constater dans les programmes de certains partis mais aussi dans certains plans d'actions.

¹ R. CHERENTI, *L'Homme le plus pauvre de Wallonie est (toujours) une femme*, CeRIS, UMon, juin 2020.

² J. WRESINSKI, *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*, Conseil économique et social, février 1987, p. 25.

³ J. DAMON, *Pauvreté et précarité en chiffres*, Les Cahiers français, n° 390, 2016.

Au niveau fédéral

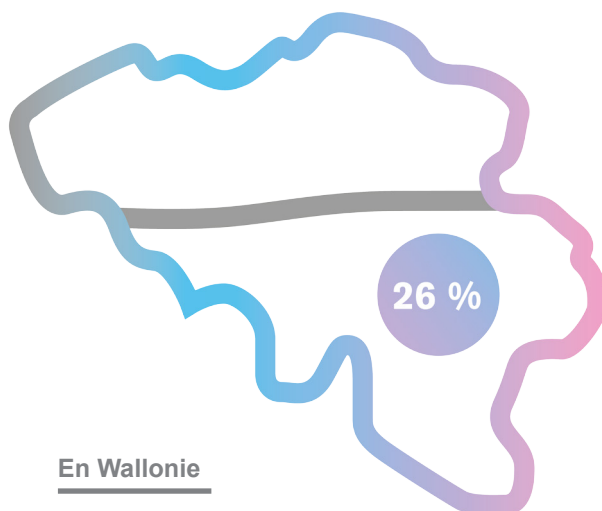
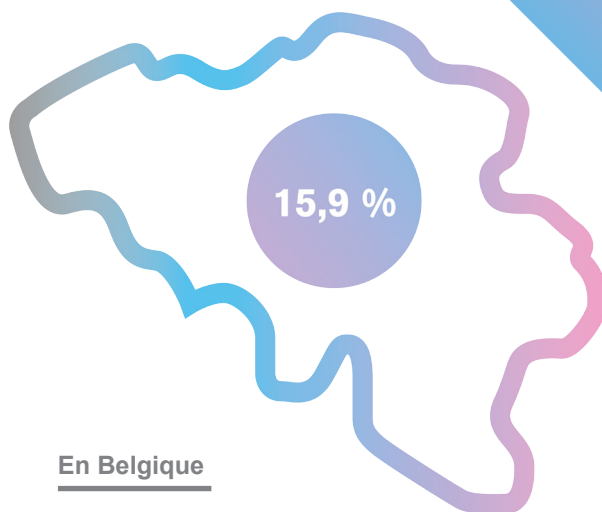
Le Forum – Bruxelles contre les inégalités a analysé les tendances lors des dernières élections fédérales car « loin d'être un sujet marginal, **la pauvreté en Belgique frappe 15,9 % de la population** ». ⁴ Selon cette analyse, le traditionnel clivage gauche-droite reste omniprésent lorsqu'on s'intéresse aux enjeux socio-économiques. Ainsi, pour certains partis dits de gauche, la lutte contre la précarité est un sujet essentiel. On peut même constater que les « idéologies diffèrent notamment sur leur vision des inégalités, sur leur rapport à l'économie de marché et sur leur opinion quant à l'action régulatrice de l'État, mais aussi quant au rôle attribué à la société civile et aux corps intermédiaires, tels que les syndicats ». ⁵ La pauvreté est souvent vue comme faisant partie d'un tout (et heureusement). Les programmes la mentionnant proposent, dès lors, **une lutte multidimensionnelle** afin d'en appréhender tous les aspects : le logement, la santé, l'accès à l'énergie, l'intégration sociale...

Au niveau régional

Au-delà de la sphère politique fédérale, la lutte s'organise aussi au niveau régional. Ici, c'est le **Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté** qui nous servira d'exemple. **Celui-ci a été consulté afin de mettre en place un plan d'action dans toute la Région wallonne.** En effet, si le chiffre de 15,9 % a été avancé pour le pays entier, **en Wallonie, c'est plutôt 26 % de la population qui est touchée par la pauvreté ou l'exclusion sociale** (qui vont souvent de pair). Des actions ponctuelles ont déjà été menées mais c'est maintenant au niveau global que ce plan de lutte entend agir afin de non seulement de gérer cette pauvreté mais surtout tenter de l'éliminer. Voici quelques priorités mises en avant dans ce plan : un développement de l'axe « emploi-insertion-formation », une grille indicative des loyers, une réduction de la fracture numérique... L'important, pour le gouvernement wallon, est d'avoir une vision globale, transversale du problème et non pas de scinder des éléments qui forment un tout. Il faut revenir à la personne, à ces éléments qui font qu'elle bascule dans la précarité. Ils ne sont pas isolés les uns des autres mais sont interdépendants.



Le taux de pauvreté



Les acteurs de la lutte

Pour toujours pousser plus loin la réflexion et l'action, on peut compter sur d'autres acteurs : **les syndicats, les associations de lutte contre la pauvreté mais aussi certaines Organisations de Jeunesse.** En effet, ces dernières ne sont pas en reste quand il s'agit de poser les questions qui fâchent ou de mettre en lumière un problème trop souvent « oublié ». La plupart des revendications et positions de nos OJ visent principalement à soutenir les jeunes touchés par une précarité qui leur tombe parfois dessus sans crier gare. Face à plusieurs constats accablants, les débats se rejoignent pour dénoncer certaines inégalités qui touchent particulièrement

⁴ F. SBARAGLIA et C. CLOSE, *La lutte contre les inégalités dans les programmes électoraux, Pauvreté - Le trimestriel du Forum -*

les 18-30 ans. On peut penser à l'accès au logement pour les jeunes et au maintien de loyers accessibles ou encore à la défense des travailleurs pauvres, qui sont de plus en plus nombreux. Enfin, on retrouve aussi la lutte contre les barrières économiques et sociales qui entravent l'accès à l'enseignement supérieur.

Ce qui peut ressortir de cette analyse sommaire, c'est que la lutte contre la précarité ne peut pas se limiter à un seul plan, à un seul aspect. Qu'elle ne peut pas non plus se restreindre au niveau temporel ou géographique. C'est une lutte de tous les instants et de toutes les époques.

Et la lutte contre la précarité étudiante ?

L'image du jeune étudiant insouciant n'est malheureusement pas une réalité pour tous. Être étudiant sous-entend pouvoir payer son minerval, se loger à proximité de son école et générer assez de revenus que pour pouvoir être en partie indépendant. Or, certains jeunes rencontrent des difficultés supplémentaires quand il s'agit de financer leurs études.



Pour lutter contre la précarité étudiante et prévenir contre le décrochage scolaire, la FEF (Fédération des Étudiant·e·s Francophones) a mis en place un rapport de consultation mettant en évidence les causes de ce fléau. Voici ses principales réclamations.

La diminution du minerval et du prix des matériels et supports de cours

La diminution des frais de logement et de transport

La lutte contre la précarité menstruelle

La diminution des frais alimentaires

L'augmentation du montant des aides sociales

L'augmentation de l'accessibilité aux soins de santé

À LA UNE : le 5 mai dernier, au terme d'une occupation du siège de la Fédération Wallonie-Bruxelles de plusieurs heures par une cinquantaine de jeunes, la FEF a rencontré la ministre de l'Enseignement supérieur. Leurs revendications contre le manque de mesures structurelles pour lutter contre la précarité étudiante seront-elles entendues ?

2 Rajeunissement de la pauvreté



À quoi peut-on voir qu'il y a un rajeunissement de la pauvreté dans notre société ? Cela veut-il dire qu'il n'y a plus de « vieux pauvres » ? Pas forcément. Mais les jeunes pauvres eux, existent bel et bien. Est-ce dû à leur passé ou à la société ? Cela dépend.

On voit émerger un nombre toujours plus grand de « jeunes pauvres ». Dans cette catégorie, on peut retrouver les NEET (de l'anglais *Not in Education, Employment or Training*), c'est-à-dire **des jeunes qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires** ; ils ne suivent pas non plus de formation, ne touchent pas le chômage et ne sont pas inscrits au CPAS.



En 2019, en Wallonie, le pourcentage de NEET entre 18 et 24 ans était de 14,5 % et de 13,2 % dans l'Union Européenne ; la moitié d'entre eux détient au moins un diplôme du secondaire supérieur. Il est vrai qu'une partie de ces jeunes est probablement sortie des études récemment et est à la recherche d'un emploi. Ils sont peut-être inscrits chez Actiris ou au Forem, ou alors ils sont complètement « désaffiliés ». En tout cas, ils sont presque « sortis des radars »⁵...

⁵ WINKEL J., Neet, jeune désaffilié fort demandé, Alter Échos n°429-430, Septembre 2016.

Dans la catégorie des jeunes pour qui le passage à l'âge adulte ou à une vie autonome est particulièrement difficile (ceux qui manquent de pistes pour être totalement indépendants dans le futur) se retrouvent des jeunes sortis d'une institution de l'Aide à la Jeunesse à l'âge de 18 ans. La transition est difficile puisqu'ils ne peuvent pas toujours bénéficier d'un accompagnement adéquat et sont souvent en rupture complète avec leurs parents.



En effet, leur première expérience d'autonomie peut se révéler très solitaire et impitoyable.

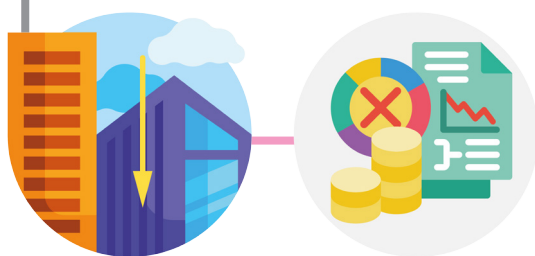
Le pas à franchir est grand entre les dispositifs d'aide, de services et de droits dont on leur parle et l'énergie qu'ils vont vraiment devoir déployer pour en bénéficier.

Du jour au lendemain, ils sont projetés dans la dure réalité du monde adulte, puisqu'être majeur sous-entend avoir des obligations pour lesquelles ils ne sont pas toujours préparés. Pèse sur leurs épaules le risque de se retrouver sans ressources et à la rue quelques mois après leur émancipation. Il est vrai qu'ils n'ont pas toujours eu le temps de se familiariser avec la gestion d'un logement, d'un ménage, des repas ou encore des tâches administratives. Arrivent alors le risque de tomber dans la délinquance ou la précarité affective et/ou économique qui va de pair avec une dégradation de la santé mentale. Difficile de se projeter et de se construire un avenir dans ces conditions. La réalité est souvent bien loin de ce qu'ils s'étaient imaginé.

En bref, être jeune et plein d'énergie n'assure pas d'avoir une vie calme et paisible. Les challenges sont nombreux et développer son sens des responsabilités dès 18 ans en est d'autant plus compliqué. Surtout quand on sait qu'en 2019, en Belgique, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans était nettement supérieur à celui des autres tranches d'âge...

3 & 4

Urbanisation de la pauvreté & Problème de budgets contraints



Ces deux transformations sont étroitement liées, c'est pourquoi nous avons décidé de les aborder dans une seule et même section de notre dossier.

augmente dans les grandes villes et qu'elle se modifie dans les campagnes pour toucher une population plus vieillissante. Nous en parlerons plus loin.

Faisons un focus sur ce qui se passe dans les centres urbains denses (ici Bruxelles), lieux où la Jeunesse est la plus impactée par la précarité. Il faut bien se rendre compte que nous ne pouvons pas en isoler les facteurs (scolarité, emploi, logements...). Ils sont propres au lieu analysé. Ces mêmes éléments dans un milieu plus rural n'auront pas les mêmes conséquences.

Bruxelles

La capitale est la seule ville de Belgique où le nombre de jeunes est en constante augmentation.

C'est lié à deux choses. Premièrement, il y a ceux qui viennent d'autres endroits de Belgique pour poursuivre leurs études à Bruxelles. Deuxièmement, les migrants arrivant dans notre pays s'installent souvent dans la capitale et ont, pour la plupart, entre 18 et 30 ans. Ce

rajeunissement de la population varie d'une commune à l'autre. Il est très marqué dans ce que l'on appelle le « croissant pauvre » alors que les quartiers les plus riches suivent plutôt une tendance inverse. C'est dans les quartiers défavorisés (en matière d'emplois et de réussite scolaire) que les jeunes les plus précarisés se situent.

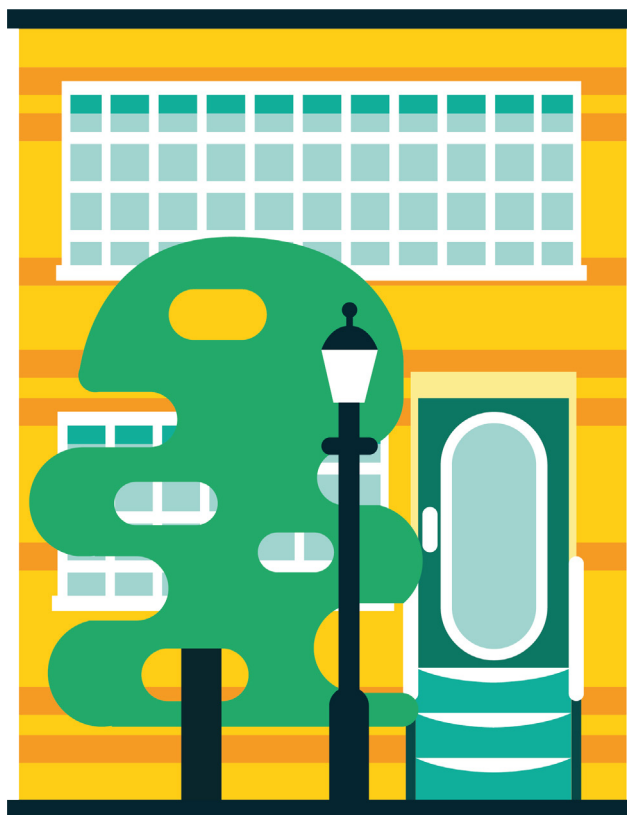
Une scolarité inégalitaire

Si on parle de la Jeunesse, on pense forcément à sa scolarité. « Les faits sont têtus, les jeunes Bruxellois, même ceux des quartiers défavorisés, étudient de plus en plus longtemps et obtiennent des diplômes de plus en plus élevés. »⁶ De nouveau, il faut nuancer car **c'est souvent dans le parcours scolaire que se situe le premier obstacle qui mène à la précarisation.** Tout d'abord, le nombre de jeunes augmente mais le nombre de places dans les écoles ne suit pas le rythme. Il y a alors des phénomènes discriminatoires qui sont observés et certains établissements deviennent des écoles ghettos, des filières de relégation (on pense aux sections professionnelles qui seront moins valorisables par la suite sur le marché de l'emploi).

On peut donc déjà se rendre compte d'un premier effet impactant certains jeunes, malgré eux. Ils viennent du « croissant pauvre », donc, a priori, déjà soumis à certaines inégalités sociales. Ils vivent une forme de discrimination à l'école, parfois très virulente. Ce malaise peut entraîner des performances scolaires faibles voire un décrochage. Celui-ci, à son tour, provoque une place peu enviable sur le marché de l'emploi, encore accentuée par d'éventuelles discriminations à l'embauche (parfois liées à la commune d'origine et à son niveau social). On pourrait se demander pourquoi nous parlons de cela dans notre chapitre consacré à la précarité urbaine. C'est que le marché du travail bruxellois est particulièrement tourné vers le secteur tertiaire qui demande un haut degré de qualification. Les jeunes sortant de filières scolaires dites « de relégation » démarrent alors souvent perdants. Pour d'autres, issus du croissant pauvre mais ayant fait des études supérieures, on en revient souvent à la discrimination à l'embauche qui mène alors au phénomène de déqualification, c'est-à-dire le fait d'accepter un emploi pour lequel on est trop qualifié.

Le coût du logement

Un deuxième facteur influe sur la précarité des jeunes en ville : le logement ou plutôt le coût de celui-ci. En effet, le nombre de logements disponibles n'est pas suffisant pour répondre à la demande. Dans ces cas-là, la loi du marché provoque une augmentation des loyers,



⁶ Regards Croisés, Rapport Bruxellois sur l'état de la pauvreté 2012, Observatoire de la santé et du social Bruxelles,

⁷ LEHMAN-FRISCH S., Sociologie de San Francisco [archive], La Découverte, Collection Repères, Paris, 2018.

ce qui n'est régi par aucun règlement. Le premier problème, c'est que cette hausse des prix n'est pas du tout suivie par une augmentation des salaires. Les jeunes qui ont un travail précaire ou dépendant d'aides sociales sont donc déjà pénalisés et doivent consacrer une grande part de leurs revenus à leur logement. Celui-ci est souvent très petit. Certains voudraient alors opter pour une colocation. Malheureusement, ce n'est pas non plus possible quand on reçoit des aides. Un autre phénomène contribue à cette augmentation des loyers : la gentrification. Cela désigne « les transformations de quartiers populaires dues à l'arrivée

de catégories sociales plus favorisées qui réhabilitent certains logements et importent des modes de vie et de consommation différents ». ⁷ Ce processus provoque donc une hausse des loyers dans certains quartiers et, par la même occasion, une éviction des personnes y vivant et ne pouvant plus se le permettre. Les communes les plus accessibles financièrement finissent, du coup, par rassembler des locataires ayant tous le même profil, ce qui diminue l'attractivité et la mixité sociale de celles-ci.

Que se passe-t-il en Wallonie ?

Un fait vous a été exposé plus haut : le vieillissement de la population des campagnes. Il est en lui-même lié aux grandes villes. En effet, les jeunes vivant en milieu plus rural (voire intermédiaire si on prend les périphéries des centres urbains) cherchent une offre de formations ou d'emplois qu'ils ne trouvent pas là où ils se trouvent. C'est ce que l'on appelle **la migration nationale**. Ils vont vers des villes plus importantes pour trouver ce qu'ils recherchent. Alors, évidemment, il y a aussi de la précarité dans les campagnes. Mais si elle touche les jeunes, ce sera plutôt par le biais du manque d'accessibilité et d'offres de services ou de loisirs. On sait déjà tous que les transports publics sont plus rares dans les milieux ruraux et que, plus on s'excentre, moins il y en a. On découvre par contre un nouveau cercle vicieux : comme il y a peu de transports

publics, les habitants de ces régions ne les empruntent pas. Comme il y a peu d'utilisateurs, des lignes sont fermées ou réduites...

Quel est le lien avec la précarité ? Tout d'abord, cela oblige les jeunes (et les moins jeunes) à posséder leur propre véhicule s'ils veulent se déplacer, ce qui implique des coûts supplémentaires voire un endettement. Si l'on décide de se passer de voiture, on devient tributaire des transports en commun et on se retrouve limité dans nos déplacements ; que ce soit pour profiter des commerces, des soins de santé ou des services tels que le Forem ou le CPAS. N'oublions pas que dans beaucoup d'offres d'emploi, la mobilité est un critère d'embauche important ! On dirait qu'un nouveau cercle vicieux vient d'apparaître...





5 Monoparentalisation de la pauvreté



Avant, la pauvreté était plutôt le lot des familles nombreuses. Aujourd'hui, cette tendance s'estompe pour laisser la place à la précarité des familles monoparentales, dont le nombre augmente chaque année. **Selon la Ligue des Familles, en 2020, une famille sur trois est monoparentale. Malheureusement, cette monoparentalité s'accompagne d'un risque accru de précarité : 85 % de ces parents disent avoir du mal à joindre les deux bouts.**

Après le moment douloureux et critique de la disparition d'un des parents ou de la séparation, vient le moment de la réorganisation. Comment assumer seul ou seule tout ce qui était pris en charge à deux précédemment ? En cas de séparation, certaines charges auparavant communes sont doublées, un nouveau logement doit être trouvé, des meubles rachetés, etc. La garde des enfants doit être repensée : le prix des crèches – si vous y trouvez une place – est exorbitant et, si l'enseignement est gratuit, l'Accueil extrascolaire, lui, ne l'est pas. Alors comment procéder ? Réduire son temps de travail (si on possède un emploi) ? Mais alors, comment assumer les coûts avec un salaire réduit ? Et plus le nombre d'enfants est élevé, plus l'accès à l'emploi est compliqué, pourtant les besoins augmentent. Bref, un énième cercle vicieux s'installe.

Au-delà de la précarité financière et matérielle, on parle aussi de précarité sociale et d'isolement. Le traumatisme souvent vécu par ce changement de situation va généralement de pair avec un manque de temps à accorder à une vie sociale en dehors de la famille. « La monoparentalité est souvent synonyme de précarité, de solitude, de stéréotypes genrés, d'injustices, de charge mentale et physique et de violences intrafamiliales. L'expérience est rarement vécue comme positive, exceptée quand l'autre parent partage de manière égale les responsabilités liées à l'enfant. »⁸

Selon la Ligue des Familles, environ 45 % des contributions alimentaires ne sont pas honorées. Le SECAL (Service des créances alimentaires) est censé pouvoir avancer les pensions alimentaires non perçues par le parent en charge de la famille. Mais l'accès à ces avances est conditionné



par des procédures longues et couteuses. Voilà qui met des bâtons dans les roues des parents solos.

Bien sûr, on doit se garder de faire un raccourci et d'insinuer que la monoparentalité est la seule cause de précarité de la famille. Malheureusement, quand elle vient s'ajouter à d'autres facteurs, elle peut être très difficile à vivre.

6 Féminisation de la pauvreté



Cette féminisation est, en réalité, extrêmement liée au point précédent. Être à la fois femme et cheffe d'une famille monoparentale, en voilà une double peine en matière de précarité ! Pourtant, cela concerne 86 % de ces familles.

L'égalité hommes-femmes, toujours un miroir aux alouettes

« Bien que des progrès importants aient été réalisés en la matière au cours des dernières années, l'égalité économique entre les hommes et les femmes n'est

atteinte dans aucun pays. »⁹ L'écart salarial entre les hommes et les femmes est toujours d'actualité, il est estimé en Belgique à 6 % en salaire horaire (et à 24 % dans le monde !). De plus, les femmes sont davantage sous contrat à durée déterminée et donc en situation instable. Ajoutez à cela le fait qu'elles sont plus enclines à travailler à temps partiel, vous arriverez à un salaire bien inférieur à celui des hommes et à une **situation précaire**

par essence. À terme, cette carrière plus courte, parfois interrompue ou à temps partiel débouche sur une pension plus basse pour les femmes.

Le saviez-vous ? Dans le secteur associatif, 58 % des employés sont des femmes. Par contre, au niveau des fonctions dirigeantes, c'est l'inverse : 58 % sont des hommes.

Quand un métier se féminise, il se paupérise ?

« Il semble même que ce soit l'entrée des femmes sur le marché du travail qui soit au cœur de la précarisation du travail en général. »¹⁰

Cette observation serait particulièrement avérée dans les métiers de l'enseignement, du barreau et des soins de santé. L'arrivée de davantage de femmes dans une profession ouvrirait la possibilité aux dirigeants de réaliser des coupes

dans les budgets. Une femme se « contentera » peut-être d'un emploi moins bien payé, avec un contrat plus précaire, peut-être à temps partiel. En effet, selon ce qui est trop souvent considéré comme la norme, le travail des femmes doit être suffisamment flexible pour qu'elles puissent continuer à remplir leurs obligations privées et familiales.

Un effet secondaire de ce phénomène serait l'abandon, par les hommes, des métiers qui deviennent moins rentables et moins valorisants. On peut donc dire que **la féminisation d'un métier entraîne sa précarité mais que la précarité d'un emploi engendre à l'inverse sa féminisation.**

“N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question.” - Simone de Beauvoir

Et arriva le COVID19...

La crise du COVID19 n'a pas arrangé les choses. Les femmes semblent rester les premières à mettre leur travail entre parenthèses pour prendre soin de leurs proches – exacerbant cette fameuse « charge mentale ». Dernièrement, **les congés parentaux « corona » ont été pris à 75 % par des femmes.** On dit souvent que les crises augmentent les inégalités, en voilà un bel exemple. Aux États-Unis, selon le New York Magazine, le pourcentage de femmes actives est retombé à son niveau de 1988 suite à la pandémie... Interpellant !

La crise met également en exergue la proportion de femmes actives dans les métiers de première ligne, trop souvent précaires et sous-payés. Par exemple, dans le secteur des soins de santé, la parité homme-femme est atteinte auprès des médecins mais les autres fonctions sont largement dominées par des femmes. « Selon Statbel en 2019, 98 % des aides-soignants à domicile, 91,8 % du personnel infirmier (niveau intermédiaire), 86,6 % des cadres infirmiers et 91,1 % des aides-soignants en institution étaient des femmes. »¹¹



⁹ <https://www.oxfam.org/fr/pourquoi-les-personnes-les-plus-pauvres-sont-majoritairement-des-femmes>

28 ¹⁰ <https://www.cairn.info/revue-ballast-2016-1-page-96.html>

¹¹ https://www.rtbef.be/info/dossier/les-grenades/detail_la-sante-en-lutte-donne-la-parole-a-celles-quisoignent?id=10474885

7 Davantage de travailleurs pauvres



Comment peut-on travailler pour gagner sa vie et quand même avoir des difficultés à vivre dignement ? L'augmentation de contrats atypiques et les conditions du marché du travail n'aident pas les jeunes à s'épanouir. Posséder un diplôme, universitaire ou non, ne garantit plus de bonnes conditions de vie. Il faut aujourd'hui parfois se contenter de peu au vu du taux de chômage. De plus, les conditions de travail sont tirées vers le bas et les contrats de travail atypiques participent à la précarisation structurelle de l'emploi. Être sous contrat à durée déterminée

ou être en intérim, travailler à temps partiel ou avoir des horaires flexibles, discontinus, décalés, etc. participe à cette **insécurité constante à laquelle est confronté le jeune**. Même un CDI ne garantit pas d'échapper à cette insécurité : les restructurations trop fréquentes des entreprises et la recherche toujours plus grande d'un allègement du coût du travail ne garantissent pas de garder son emploi...

La précarisation extrême de l'emploi conduit de nombreux jeunes diplômés du supérieur à cumuler des « petits boulots » sans lien avec leur formation. Ensuite, confrontés au prix de la vie, ils revoient leurs rêves à la baisse et sont déçus du système déterminé par la société. Dans cette catégorie de jeunes désabusés se retrouvent les « Boomerang kids », ces jeunes adultes de plus de 25 ans qui, après avoir pris leur envol, retournent vivre chez leurs parents. Ce retournement de situation est principalement dû à des raisons économiques (perte d'emploi, crise du logement, problèmes de santé...). En effet, leurs parents sont plus riches et vivent plus vieux, ils représentent la stabilité qu'ils ont perdue ou qu'ils n'arrivent pas à garder. Cela

peut avoir de lourdes conséquences sur leur santé mentale : ils ont l'impression d'être infantilisés et en sont honteux.

La crise du COVID19 n'a fait qu'augmenter le nombre de travailleurs pauvres. **30 % des jeunes de moins de 25 ans sont touchés par le chômage temporaire, c'est la tranche d'âge la plus affectée**. Cela conduit à des décisions très difficiles à prendre pour les jeunes : ils doivent parfois renoncer à vivre dans un logement décent ou à se soigner et leur santé mentale en pâtit.

8 Dépendance accrue aux prestations



En Belgique, les moins de 25 ans constituent la part la plus importante des bénéficiaires du revenu d'intégration. Chômage, aides sociales, revenus d'insertion... Certains jeunes ne peuvent se passer de

l'aide financière de ces différents organismes belges. Ils comptent bien dessus, et pour cause, elle leur est nécessaire pour vivre. Pourtant, ces aides sont souvent paradoxales puisqu'elles supposent une dépense d'énergie encore plus importante de la part du jeune qui voudrait en bénéficier.

Niveau logement, le CPAS offre plusieurs types d'aides allant d'une allocation pour le déménagement à une





contribution aux loyers. Les mineurs, émancipés ou mis sous autonomie, peuvent également demander une intervention du CPAS lors du paiement de la garantie locative. Pour en bénéficier, cependant, **il faut répondre à une liste de conditions pas toujours simples à remplir** et le fait de demander et/ou de bénéficier de ces aides peut parfois engendrer un sentiment de stigmatisation et une gêne dans la relation avec le propriétaire. Dans les cas extrêmes, pour toutes les personnes qui, faute de revenus suffisants, ont dû se retrouver à la rue, il existe une prime d'installation fédérale. Celle-ci est attribuée, une unique fois par le CPAS aux personnes sans abri qui s'installent dans un logement stable. En effet, certains jeunes ayant quitté une institution de l'Aide à la Jeunesse à leur majorité se retrouvent jetés dans le monde, sans revenus et sans travail, ce qui les amène parfois à devoir vivre dans la rue... Cette prime peut alors leur permettre de s'installer dans un logement correct et de disposer d'une adresse officielle, avantage non négligeable dans la recherche d'un travail.

Au niveau de l'emploi, pour bénéficier de l'allocation d'insertion, les jeunes diplômés doivent au moins « avoir terminé des études qui ouvrent le droit, avoir réalisé un stage d'insertion professionnelle et l'avoir terminé avant leurs 25 ans ».¹² Ce stage dure environ une dizaine de mois et doit être évalué deux fois positivement par le service public de l'emploi et de la formation professionnelle (Actiris ou le Forem). Par ailleurs, le droit à l'intégration sociale par l'emploi pour les moins de 25 ans est lui

conditionné soit par un contrat de travail, soit par un PIIS (projet individualisé d'intégration sociale) menant à un contrat de travail.

Ces différentes aides ne tiennent malheureusement pas compte des besoins réels et des projets du jeune. En effet, qu'en est-il des jeunes diplômés, parfois trop proches des 25 ans que pour espérer toucher des allocations d'insertion, s'ils ont du mal à s'insérer sur le marché du travail ? Pour les autres, pas de droit à l'erreur : s'ils ne respectent pas le contrat, ils risquent des sanctions ou l'exclusion. De plus, le CPAS a le pouvoir d'empêcher l'accès à l'enseignement supérieur aux personnes les plus précarisées s'il estime que le parcours d'études choisi ne les rend pas plus employables...

Le jeune, dépendant de ces aides financières, n'a donc parfois même pas assez de ressources pour mener à bien ses propres projets et accomplissements (les revenus d'insertion sociale sont souvent inférieurs au seuil reconnu de pauvreté). Ce manque de revenus pousse certains jeunes à chercher un job d'étudiant pour financer leurs études, mais ils doivent faire attention à ne pas sortir des conditions d'aide du CPAS. Aussi doivent-ils plutôt vivre seuls pour ne pas voir le montant de leurs revenus baisser. **Répondre à ces conditions ne leur permet pas toujours de vivre de manière décente, c'est pourtant souvent la seule solution pour pouvoir poursuivre des études.** C'est là tout le problème du statut de cohabitant que nous évoquerons plus loin.

¹² <https://www.leforem.be/particuliers/allocations-insertion-et-chomage.html>

Quand la dépendance augmente

Depuis le début de la crise COVID19, la dépendance aux aides extérieures ne fait qu'augmenter :

chez les moins de 34 ans, une personne sur quatre fait face à une période de chômage temporaire ;

les CPAS devront aider 30 % de personnes en plus chaque mois d'ici la fin 2022 ;

les demandes d'aide alimentaire sont en constantes augmentation. 27 millions d'euros ont été garantis en 2021 et 2022 pour soutenir les banques alimentaires ;

la distribution de repas a augmenté de 24 % en 2020 et le milieu associatif est de plus en plus sollicité.

9 Une politique publique prioritaire



Une des principales politiques publiques belges francophones est le Plan wallon de lutte contre la pauvreté. Ce plan comprend trois axes prioritaires : l'emploi, la lutte contre la pauvreté au quotidien (logement, alimentation, santé, mobilité, tourisme, numérique...) et l'automatisme accrue des droits. En Fédération Wallonie-Bruxelles est établi un plan quinquennal de lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales, lui aussi composé de trois axes (lutter contre le non-recours aux services et aux droits qui touche particulièrement les personnes en situation de pauvreté ; diminuer le risque de pauvreté et de reproduction des inégalités sociales auprès des publics les plus vulnérables, ainsi que l'aggravation des

conditions de vie des personnes en situation de pauvreté ; développer une offre de services de qualité adaptée aux besoins des personnes en situation de pauvreté et rendre plus performante la stratégie de lutte contre la pauvreté de la Fédération Wallonie-Bruxelles).

Plus spécifiquement, comme nous l'avons vu, de nombreux jeunes sont dépendants aux diverses aides sociales (RIS, chômage, mutuelle...). Pourtant, **ces allocations peuvent être très fortement diminuées si le bénéficiaire décide de vivre avec d'autres personnes** (cela est parfois nécessaire pour avoir un loyer moins coûteux). Le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté essaye de mobiliser les jeunes afin de dénoncer le statut cohabitant en Belgique. En effet, ce statut a de nombreuses conséquences néfastes, qu'elles soient financières ou sociales (solitude, pénurie des logements, empêche la colocation...).

En ces temps difficiles, trois millions d'euros ont été mobilisés pour adopter la mesure « Deal 18 – 25 ans », un soutien accru octroyé par les CPAS de la Ville de Bruxelles pour les jeunes victimes de la crise. En partenariat avec différentes associations, les CPAS bruxellois entendent faciliter l'accès des jeunes aux aides qui pourraient les soutenir dans l'exercice de leurs droits et le développement de leurs projets. En effet, les jobs étudiants devenant plus rares, et



les frais liés à l'enseignement à distance n'étant pas moindres, l'octroi de plusieurs aides pourraient leur être bénéfique.

En outre, en matière de politique d'égalité des chances en Belgique, on retrouve principalement Unia (anciennement le Centre interfédéral pour l'égalité des chances) et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Unia travaille sur différents axes d'actions, notamment

contre **la précarité menstruelle, considérée comme l'un des exemples les plus frappants d'atteinte à la dignité d'une personne.** Dans ce sens, la Ministre de la lutte contre la pauvreté, Karine Lallieux, s'est engagée à débloquer 200 000 euros pour lutter contre ce problème. Cet argent servira notamment de subvention pour le Conseil des femmes Francophones de Belgique et le Vrouwenraad en Flandre.

10 Une immigration disputée



Quand on associe les termes Jeunesse et immigration, on ne peut que penser aux MENA : les Mineurs Étrangers Non Accompagnés. Si, en plus de cela, on y ajoute la précarité, parler d'eux devient une évidence ! Mais d'abord, présentons ces jeunes venus d'ailleurs. **Ils ont moins de 18 ans, arrivent seuls dans notre pays et seraient environ 10 000 par an, même s'il est difficile d'avoir un nombre exact.**

Ils quittent leur pays d'origine pour diverses raisons mais, la plupart du temps, ce n'est pas un réel choix.

Ces causes dépendent bien souvent de leur situation géographique et/ou sociale. Ils sont parfois séparés de leurs parents qui sont renvoyés de force dans leur pays ou encore missionnés par leur famille pour travailler et renvoyer de l'argent. D'autres fois, ils fuient une situation dangereuse ou sont en transit dans notre pays avant d'atteindre leur objectif. **Ils arrivent donc en Belgique où ils n'ont aucun représentant légal (parent ou tuteur) et doivent encore franchir toutes les étapes d'intégration prévues pour les MENA dans notre pays.** Nous n'allons pas revenir ici en détail sur ce parcours mais plutôt sur les obstacles rencontrés par ces jeunes et qui les plongent dans une situation de précarité difficile à surmonter.

De base, nous pouvons affirmer qu'ils sont déjà dans une situation précaire quand ils arrivent dans notre pays puisque la précarité est définie comme étant « forte incertitude de conserver ou récupérer une situation acceptable dans un avenir proche. La précarité empêche les individus qui en sont victimes de conduire des projets et d'être maîtres de leurs choix. »¹³

Une route dangereuse

Les premiers obstacles, ces jeunes les vivent avant même d'arriver en Belgique, durant leur voyage. Ils peuvent être victimes de passeurs mal intentionnés, kidnappés par des proxénètes, perdre leurs papiers d'identité, si on ne les leur vole pas... Ces enfants et adolescents ont sans doute déjà vécu le pire dans leur pays d'origine. Ils subissent encore de grands dangers pour arriver ici. Ils ne peuvent pas sortir indemnes de tout cela. **Ce sont donc des jeunes qui sont en grande souffrance psychologique quand ils arrivent ici.**



¹³ <https://fr.wikipedia.org/wiki/précarité>

C'est un premier facteur de précarité car les structures d'accueil en Fédération Wallonie-Bruxelles ne sont pas toujours équipées pour pouvoir les aider au mieux. Pour la plupart, les traumatismes vont perdurer sans être solutionnés et, sans doute, les empêcher d'aller de l'avant.

Une administration complexe

Bien souvent, ces mineurs n'ont donc plus leurs papiers. Ils passent alors par diverses procédures pour déterminer leur profil (âge, origine...). **Ils sont théoriquement accompagnés d'un tuteur pour tout cela, mais la réalité semble bien plus complexe.** En effet, il n'y a pas assez de personnes volontaires comparé au nombre de MENA dans le besoin. Pourtant, le rôle de ces tuteurs est essentiel dans le parcours d'intégration de ces jeunes en détresse. Ils les aident dans leurs démarches administratives, dans leur scolarité, à s'intégrer à la société, à bénéficier de soins médicaux...

Il faut aussi savoir qu'en fonction de l'avancement dans le parcours d'intégration, les compétences ne sont pas traitées par le même niveau de pouvoir. Certaines démarches sont à faire au niveau fédéral et d'autres auprès des communautés linguistiques ou des régions. De quoi en décourager plus d'un ! Quand le jeune y arrive, il est parfois confronté à un manque de délicatesse de la part de certaines personnes, sans doute à cause de la méconnaissance de la situation. Des questions parfois déplacées ou inopportunes peuvent vite le faire replonger dans certains traumatismes. De plus, le jeune n'est pas toujours considéré comme tel par certaines

administrations. En effet, il n'est pas rare que celles-ci se renvoient la balle car le MENA est souvent considéré comme étranger (géré par Fedasil) avant d'être reconnu comme jeune (géré par l'Aide à la Jeunesse).

Une dernière chose encore : en fonction des décisions prises par les autorités compétentes, le jeune peut être déplacé d'un centre d'accueil à un autre, d'une ville à une autre. **Ce qui compliquera alors son intégration dans la communauté locale mais impactera aussi son parcours scolaire.**

Une scolarité essentielle mais difficile

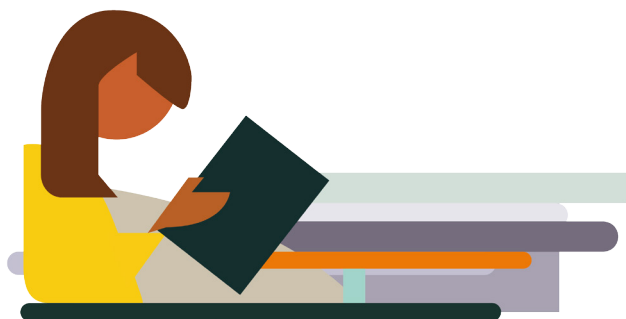
Comme pour tout enfant ou adolescent résidant sur le territoire belge, l'école est obligatoire pour les MENA. Pour certains d'entre eux, cela va leur permettre de réaliser des rencontres, de s'intégrer à la société et de rompre l'isolement dans lequel ils se trouvent. Pour d'autres, malheureusement, ce n'est pas le cas...

Nous l'avons vu dans le paragraphe précédent, le lieu de scolarité dépend du centre où vit le jeune. Et ce, même si cette école n'est pas armée pour le suivi d'élèves dont le français n'est pas la langue maternelle. Cela pose donc parfois des soucis d'adaptation mais les enseignants font de leur mieux pour palier la situation et fonctionnent à la débrouille. Si le jeune est transféré dans un autre centre, il y a de grandes chances pour qu'il change d'établissement scolaire, ce qui entraîne des irrégularités dans ses apprentissages et dans son éventuel suivi personnalisé.



« En 48 heures, ces gamins peuvent être transférés à Bruxelles parce que l'Agence fédérale pour l'Asile (Fedasil) l'a décidé. »¹⁴

Il faut aussi se rappeler que certains de ces jeunes viennent dans notre pays pour envoyer de l'argent à leur famille restée au pays. La scolarité est donc pour eux tout à fait secondaire. Ils ne comprennent pas pourquoi on les oblige à suivre un enseignement et ont du mal à s'intégrer.



¹⁴ Témoignage de Charles Wauters, coordinateur des classes DASPA à l'Institut Saint-Laurent de Liège.

La langue d'apprentissage n'est souvent pas du tout comprise. Dans les écoles où accueillir ce genre d'élèves est récurrent, les choses sont organisées et ils peuvent bénéficier de ce que l'on appelle les DASPA (Dispositifs d'Accueil des élèves Primo-Arrivants). L'idée est souvent décriée car il arrive qu'elle entraîne de la discrimination. En effet, si l'on rassemble tous les élèves primo-arrivants dans une même classe, ils auront plus de mal à se faire accepter par les autres. C'est donc à double tranchant. De plus, cette possibilité n'est accessible que pendant les 18 premiers mois suivant l'arrivée du jeune sur le territoire. « Quand ils arrivent au bout du parcours, ils doivent intégrer une classe traditionnelle. Mais leur niveau de français ne leur permet en réalité jamais d'intégrer une classe qui correspondrait à leur âge... Et il est évidemment très compliqué d'envoyer un Afghane de 18 ans et demi dans une classe de première secondaire. »¹⁵ Ce manque de maîtrise de la langue peut aussi entraîner des frustrations. En effet, des jeunes peuvent avoir eu une excellente scolarité dans leur pays d'origine et donc avoir les aspirations qui vont avec, mais, à cause de cette barrière linguistique, ils doivent souvent se contenter de moins. Un rêve de toute une vie qui s'écroule en quelque sorte... C'est très difficile à accepter pour eux.

Un point que l'on a tendance à oublier si l'on n'est pas dans le milieu scolaire, c'est qu'un **enfant ou un adolescent qui a vécu un traumatisme ou qui vit dans une situation précaire n'a pas du tout la tête à apprendre.** « On voit des élèves qui s'endorment en classe, parce

qu'ils vivent nombreux dans des espaces minuscules où ils ne peuvent pas se reposer. »¹⁶ Le jeune est en mode « survie », le cerveau reptilien prend le dessus et ses apprentissages sont relégués loin derrière toutes ses autres préoccupations. Les enseignants ne s'en rendent pas toujours compte ou, simplement, ils ne sont pas formés pour accueillir ce genre d'élèves. Ces derniers finissent par se fondre dans la masse des élèves en difficulté qui ne s'en sortiront jamais...

Le dernier aspect, qui n'est pas propre aux MENA mais à tout type d'élèves en difficulté, c'est la relégation scolaire. Tous ces jeunes, qui ne maîtrisent pas le français, qui passent d'une école à l'autre, qui sont en souffrance sans qu'on les voit... Tous ces jeunes finissent sur ce qui est trop souvent considéré comme la voie de garage de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles : les filières professionnelles et techniques. Ce qui, on l'a vu dans le chapitre consacré à la précarité urbaine et rurale, est un facteur de précarisation.

Les différents obstacles que ces jeunes rencontrent donc dans leur parcours d'intégration, voire même depuis qu'ils ont quitté leur pays d'origine, font d'eux les « victimes » parfaites de la précarisation. Certaines associations et certains tuteurs les aident vraiment à avancer et tentent de les extraire de cette spirale infernale. Mais s'il est déjà compliqué pour certains jeunes belges de ne pas basculer dans la précarité, ça l'est d'autant plus quand on ajoute les éléments que l'on vient de vous présenter.

Conclusion

Dans ce dossier, nous ne prétendons pas réinventer le monde. Notre objectif était plutôt d'exposer des faits bruts. La découverte de ces dix transformations de la précarité nous a choqués, heurtés même. Il y a des réalités qui sont si proches de nous, tout en étant lointaines. Pourtant, ces changements, ces moments de vie difficiles, nous pourrions tous y être confrontés un jour ou l'autre. C'est ça, **la face réelle de la précarité** : un accident de parcours, anodin au premier abord, et qui pourtant fait tout basculer. Pas du jour au lendemain, non ; plutôt une lente descente aux enfers, quelque chose d'insidieux. Un jour, ce sera une hésitation sur un cadeau d'anniversaire et le mois suivant, on en sera déjà peut-être à la remise en cause de notre visite chez le médecin. C'est en cela que la précarité nous touche tous, de près ou de loin. Et une fois le pied dedans, il peut être très dur d'en sortir.

Alice DEHAESELEER

Aurélien MARTIAT

Aurore TAVIANUCCI

Relie-F asbl

¹⁵ Témoignage de Charles Wauters, coordinateur des classes DASPA à l'Institut Saint-Laurent de Liège, Si mineurs #2 - L'école, passerelle essentielle, Janvier 2019.

¹⁶ Ibidem



Bibliographie

- MALAY O.,
La mobilisation des jeunes Belges pour le climat a été la plus efficace d'Europe,
Le Vif, 22/01/20.
- CASMAN M. et LINCHE S.,
La pauvreté en milieu rural en Région wallonne, Étude commandée par Cera et réalisée par le Panel
Démographie Familiale de l'Université de Liège, 2011.
- CATARINELLA C., JEANNIN M. et NASSIF C.,
Les mineurs étrangers non accompagnés en Belgique - Fiche pédagogique, Amnesty International avec
le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, 2016.
- CHERENTI R.,
L'Homme le plus pauvre de Wallonie est (toujours) une femme, CeRIS, UMon, Juin 2020.
- COMHAIRE G.,
L'école en temps d'exil, Si mineurs #2, CIRÉ et la Ligue des familles avec le soutien de la COCOF,
Janvier 2019.
- COMHAIRE G.,
Des jeunes, seuls, qu'il faut accompagner, Si mineurs#5, CIRÉ et la Ligue des familles avec le soutien
de la COCOF, Mai 2019.
- DAMON J.,
Pauvreté et précarité en chiffres, Les Cahiers français, n° 390, 2016.
- DEPUYDT C. (Dr),
Une profession qui se féminise est-elle une profession qui se paupérise ?, Le Spécialiste, Février 2020.
- HÉLARDOT V.,
Précarisation du travail et de l'emploi : quelles résonances dans la construction des expériences
sociales ?, Empan, vol. n°60, no. 4, 2005.
- Jeunes en transition, adultes en devenir, Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté 2012, Observatoire
de la santé et du social de Bruxelles-Capitale, Commission Communautaire Commune : Bruxelles,
2013.
- KARALI F.,
Monoparentalité : femmes et enfants en danger, Dossier « Tabous autour de la maternité », La Ligue de
l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl, Février 2020.
- MARISSAL P., MAY X. et MESA LOMBILLO D.,
Programme Agora - Pauvreté rurale et urbaine, Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et
l'exclusion sociale en partenariat avec l'ULB et la KUL, 2013.
- MESTRINER E.,
L'autre fléau : la pauvreté qui touche les femmes, Dossier « Les Grenades », RTBF, Septembre 2020.
- MORMONT M.,
Ces femmes qui trinquent, Alter Échos n°492, Avril 2021.

- Transition des MENA vers l'autonomie,
« Quel accompagnement pour les jeunes les plus vulnérables ? », CIRÉ, Novembre 2019.
- Un jeune sur cinq ! Génération Pauvreté ?,
Étude publiée par Vivre Ensemble Éducation avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, 2012.
- WINKEL J.,
Neet, jeune désaffilié fort demandé, Alter Échos n°429-430, Septembre 2016.

Sites

https://indicators.be/fr/i/G08_UNE/fr#:~:text=Le%20taux%20de%20ch%C3%B4mage%20des,en%20moyenne%20durant%20cette%20p%C3%A9riode.

<http://www.quinoa.be/blog/quinoa-rejoint-la-greve-feministe-ce-8-mars-2021/>

<https://www.oxfam.org/fr/pourquoi-les-personnes-les-plus-pauvres-sont-majoritairement-des-femmes>

<https://www.yapaka.be/video/video-la-monoparentalite-facteur-de-precarite>

<https://www.laligue.be/leligueur/articles/monoparentalite-quelques-chiffres-cles>

<https://www.rwlp.be/index.php/educ-pop/1100-stop-au-statut-cohabitant>

<https://fef.be/2021/02/22/plan-de-lutte-contre-la-precarite/>

https://www.rtf.be/info/belgique/detail_un-subsidie-federal-de-200-000-euros-pour-lutter-contre-la-precarite-menstruelle?id=10662869

<http://bruxelles-city-news.be/le-deal-18-25-pour-aider-les-jeunes-de-la-ville-de-bruxelles/>

<http://www.slate.fr/story/111277/tanguy-boomerang-kids>

https://www.lespercepierres.be/wp-content/uploads/2018/08/IV_aidejeunesse.pdf

<http://www.federation-wallonie-bruxelles.be/lutte-contre-la-pauvrete/plan/>

<http://luttepauvrete.wallonie.be/page/le-plan>

<https://www.unia.be/fr>

Carte blanche



Ode aux familles d'accueil



YFU Bruxelles-Wallonie asbl

Lyro (Amour, Enseignement, Poésie)

Sans penser au courage de nos familles d'accueil,
Je pensais mon vocabulaire élaboré.
Sans croiser la grandeur de nos familles d'accueil,
Je croyais trouver aisément des mots dorés.
Sans manquer l'altruisme de nos familles d'accueil,
J'oubliais les virus qui tutoient nos masques.
Sans l'engagement de nos familles d'accueil.
C'est encore la « robotique sociale » qui casque.

Alors à toutes ces familles qui nous accompagnent
depuis toujours,
Alors pour toutes ces familles qui nous font confiance
pour toujours,
Je vous dis merci et je vous redis merci !!!!
Je vous dis merci, encore et encore merci !!!

Sans comprendre le dévouement de nos familles d'accueil,
Je croyais comprendre Ulysse Yfu en immersion.
Sans essuyer les larmes de nos familles d'accueil,
Je pensais qu'on pouvait porter seul sa mission.
Sans partager les joies de nos familles d'accueil,
J'avais oublié les fléaux en embuscade.
Sans caresser l'amour de nos familles d'accueil,
J'ai ignoré tout de ces joies des embrassades

Alors à toutes ces familles qui nous accompagnent
depuis toujours,
Ainsi, pour toutes ces familles qui nous font confiance
pour toujours,
Je vous dis merci et je vous redis merci !!!!
Je vous dis merci, encore et encore merci !!!

Crédit photo :
YFU Bruxelles-Wallonie asbl



Sans trahir l'émoi de nos familles d'accueil,
J'admirais l'aisance captive de nos échanges
Sans jamais discriminer nos familles d'accueil,
Je savourais la mixité qui parfois dérange.
Sans plagier le courage de nos familles d'accueil,
Je les côtoie durant la pandémie mondiale
Sans être un frein pour nos familles d'accueil
Je repense : « mobilité internationale »

Alors à toutes ces familles qui nous accompagnent
depuis toujours,
Ainsi, pour toutes ces familles qui nous font confiance
pour toujours,
Je vous dis merci et je vous redis merci !!!!
Je vous dis merci, encore et encore merci !!!

Sans porter aux nues toutes nos familles d'accueil,
Je salue l'audace incarné de grandes muettes.
Sans mimer la qualité des familles d'accueil,
J'applaudis encore et toujours nos vedettes.

Sans ruiner l'engagement des familles d'accueil,
Je porte à jamais un plaidoyer en mode CRACS.
Sans éteindre la flamme de nos familles d'accueil,
Je rêve d'un CODECO aux décisions sans masques.

Alors à toutes ces familles qui nous accompagnent
depuis toujours,
Ainsi, pour toutes ces familles qui nous font confiance
pour toujours,
Je vous dis merci et je vous redis merci !!!!
Je vous dis merci, encore et encore merci !!!



Les nombreux combats d'écolo j



Quand on va sur le site d'écolo j, la première chose qui saute aux yeux est la multitude de projets en cours. Les jeunes sont sur tous les fronts. En mars, ils ont démarré un cycle de conférences sur la politique carcérale et leur groupe de travail féministe Selflove Gang a sorti sa deuxième newsletter peu de temps avant.

Quand nous avons rencontré Chloé Berthélémy, co-présidente d'écolo j, c'est donc ces deux projets que nous avons décidé d'aborder. La crise sanitaire a un peu changé la donne et les régionales ont du mal à trouver leurs marques sans les rencontres et les débats habituels. La mobilisation est plus difficile à mener en ligne mais elle existe encore !

Le premier projet qui le prouve est un travail de réflexion sur la politique liée à la criminalité et au système carcéral. Le cycle a commencé par une conférence sur le racisme structurel dans la manière dont les lois sont pensées et appliquées, ainsi que dans l'attribution des peines. La deuxième soirée a abordé le féminisme et les combats menés pour soutenir les victimes de violences sexistes et misogynes. Ici, le constat soulevé est que, souvent, les auteurs de ces actes récidivent et que les victimes ne sont donc pas protégées à long terme. Le système actuel ne fonctionne pas. Comment l'améliorer ? La troisième conférence traitait de

la justice de classe et du capitalisme carcéral. L'objectif final de ce cycle est d'informer, de débattre mais surtout de former une prise de position pour faire bouger les choses. Chez écolo j, les jeunes se mobilisent !

« Les jeunes écolos sont sur tous les fronts »

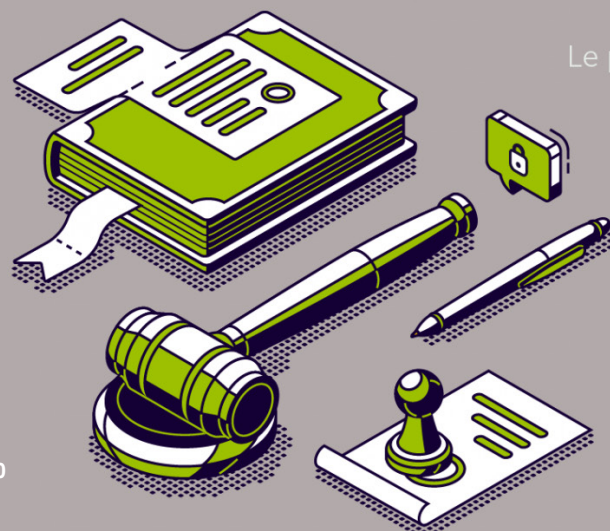
Le deuxième projet dont Chloé nous a parlé est le Selflove Gang. Il n'est pas nouveau puisqu'il a débuté en 2017 mais

il se fixe sans arrêt de nouveaux objectifs. Ce groupe de travail est né d'un constat : partout où l'on va, il y a des discriminations liées au genre, même si l'on se targue du contraire. « Féministe en théorie, féministe en pratique » est d'ailleurs le nom d'un de leur projet, soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Source : écolo j asbl

Conférences en ligne

SI LE SYSTÈME PRISON M'ÉTAIT COMPTÉ



JUSTICE ET RACISME | 19.03

UN FÉMINISME ANTICARCÉRAL ? | 26.03

Le pénal a-t-il sa place dans les luttes féministes ?

CAPITALISME CARCÉRAL ET JUSTICE DE CLASSE | 02.04

WORKSHOP | 09.04

Construire une vision écologiste du pénal

Cycle de conférences en ligne : Si le système prison m'était compté

CAPITALISME CARCÉRAL ET JUSTICE DE CLASSE

Source : écolo j asbl

ven 02.04 à 20h

avec

HAROLD SAX

ANAÏS HENNEGUELLE



Il fallait aller au-delà de l'image et des belles pensées. Ce groupe de travail a donc pris les choses en main. Il est non-mixte : on y trouve des femmes cisgenres et transgenres, des hommes trans et des personnes non-binaires. Cette décision vient d'un problème rencontré aux prémices du projet : des hommes cisgenres en prenaient la direction. Ils ne participent donc plus aux prises de décisions mais bien aux activités qui les impliquent (formations et informations sur le genre par exemple).

Ce projet fonctionne très bien en temps de COVID19 car il y a beau-

coup d'actions à mener en ligne. La prise de position et les ateliers slogan pour la manifestation du 8 mars en ont fait partie mais le groupe propose aussi des lectures collectives. Cela

« La mobilisation est plus difficile à mener en ligne mais elle existe encore ! »

permet d'accroître les connaissances des membres sur le sujet mais aussi de mieux se rendre compte du sexisme ambiant et du manque de visibilité de certains problèmes exclusivement féminins (le post-partum par exemple).

Le Selflove Gang publie aussi une newsletter « Sororulture ». On peut y trouver des infos sur des actions féministes, des recommandations de livres, podcasts et films qui traitent du

sujet. Une vraie mine d'or !
facebook.com/Selflovegang

Comme on peut le voir, écolo j est partout ! Ils ont une chaîne de podcasts, un blog, des comptes sur divers réseaux sociaux... Chloé nous explique que " c'est la base ! ", que, selon elle, cela fait partie intégrante de la fonction éducative d'une Organisation de Jeunesse. Il faut permettre aux jeunes de tester, de s'essayer aux différents médias. Cela a encore plus de sens dans ce contexte de crise sanitaire où le contact est parfois si difficile à maintenir.

Aurélien MARTIAT
Relie-F asbl

Proust



Nom

Lecocq

Nom

Mathieu

Prénom

Marie

Prénom

Audrey

Organisation

Asmae asbl

Marie et Audrey représentent
Asmae au CA de Relie-F



Mon rôle au quotidien chez Asmae, c'est...

Marie Lecocq : *Soutenir l'équipe lors de grandes décisions, avaliser les comptes et la stratégie générale de l'association.*

Audrey Mathieu : *La gestion des finances et des ressources humaines.*

Mes traits de caractère...

Marie Lecocq : *Je suis spontanée et timide, engagée par passion !*

Audrey Mathieu : *Réservée/discrète et enthousiaste.*

Ce qui m'a indignée cette année, c'est...

Marie Lecocq : *Les nombreuses personnes sans-papier que la Belgique refuse de régulariser et qui vivent un enfer dans une totale invisibilisation.*

Audrey Mathieu : *Entendre des personnes se plaindre de ne pas pouvoir partir en vacances alors que d'autres se demandent comment ils vont faire pour nourrir leurs enfants.*

Ce qui m'émeut toujours, c'est...

Marie Lecocq : *La force et la passion des militants, des bénévoles qui s'engagent, avec force et conviction !*

Audrey Mathieu : *De voir des personnes rire aux éclats.*

Ce qui me rend forte, c'est...

Marie Lecocq : *Le pouvoir du collectif, le fait de faire les choses ensemble.*

Audrey Mathieu : *Les liens avec ma famille, mes amis et mes collègues.*

Je n'ai pas renoncé à...

Marie Lecocq : *Être pleinement moi, avec les avantages et les inconvénients.*

Audrey Mathieu : *Être plus sûre de moi.*

Mon héros ou mon héroïne fictif/ve ou réel-le...

Marie Lecocq : *Les femmes fortes qui bercent mon féminisme : Virginia Woolf, Chimamanda Ngozi Adichie, Maya Angelou, Virginie Despentes...*

Audrey Mathieu : *Malala Yousafzai et Latifa Ibn Ziaten.*

L'odeur qui me renvoie dans le passé...

Marie Lecocq : *La fraise bien mûre écrasée dans le sucre impalpable sur fond d'orage d'été.*

Audrey Mathieu : *Le feu de cheminée.*

Mon plus grand rêve est...

Marie Lecocq : *Que tout ce bordel tourne un poil plus juste !*

Audrey Mathieu : *Que tous les enfants naissent avec les mêmes droits et les mêmes libertés.*

Nos combats contre la précarité chez Asmae...

Marie Lecocq : *Nos actions transversales sur le droit à la migration, la lutte contre les préjugés et les discriminations qui en découlent.*

Audrey Mathieu : *Accompagner les jeunes pour développer leurs capacités et leur pouvoir d'action ainsi que les diriger vers des organismes d'aide concrète.*

Crédits

**Une publication de
Relie-F asbl**

Avenue Henri Jaspar 127
1060 Bruxelles

02 513 54 94
info@relie-f.be
www.relie-f.be

Parution trimestrielle

1200 exemplaires

**Imprimé sur du papier
certifié FSC**

Ont participé à ce numéro

*Chloé BERTHELEMY
Rareș Augustin CRĂIUȚ
Alice DEHAESELEER
Mélanie DUPRIEZ
Olivier GEERKENS
Maurine HACHERELLE
Guillaume HUBLET
Sophie JACQMIN-VAN HESPEN*

Éditeur responsable
Olivier GEERKENS

Couverture
Edwin BOURQUIN

Layout et graphisme
Edwin BOURQUIN

Imprimé par
www.imprimerie-doneux.be

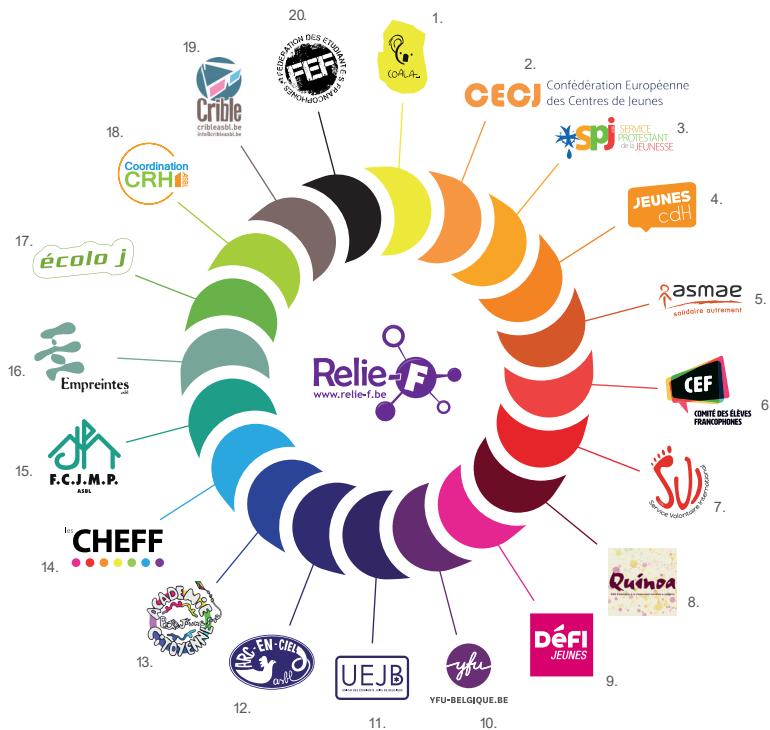
*Martin KISIIGHA
Olivier LEBLANC
Marie LECOCQ
Aurélie MARTIAT
Audrey MATHIEU
Quinoa asbl
Zoé ROUSSEAU
Mathilde SERRUYS*

*Aurore TAVIANUCCI
Maryam TCHAMEKH
Rostand TCHUILIEU
Ana VANDER WIELDEN
Sophie VANDERHEYDEN
Laetitia VIGNAUD*

Relie-F soutient les dynamiques développées par ses associations de Jeunesse membres et contribue à valoriser leur travail auprès de la société civile et des pouvoirs publics.

À ce jour, Relie-F représente 21 associations de Jeunes, dont 19 Organisations de Jeunesse reconnues, aux identités contrastées et riches en diversité. La fédération vit le pluralisme et réaffirme que la différence est une richesse sur laquelle peuvent se construire des projets durables.

Relie-F travaille également à la déparlisation des relations entre les pouvoirs publics et le monde associatif. Imaginez deux Jeunesses confessionnelles, trois Jeunesses politiques, deux organisations étudiantes, des organisateurs de Centres de Vacances, des Centres de Jeunes, des éducateurs à la paix, à l'éco-citoyenneté ou aux relations Nord/Sud, qui se parlent, s'entendent et font vivre un projet associatif durable !



Relie-F et ses membres

- | | | |
|---|---|--|
| <p>Relie-F asbl
 📍 Avenue Henri Jaspar 127
 1060 Bruxelles
 ☎ 02 513 54 94</p> | <p>7. Service Volontaire International
 ☎ 02 888 67 13
 🌐 www.servicevolontaire.org</p> | <p>15. Fédération Centres de Jeunes en Milieu Populaire
 ☎ 02 513 64 48
 🌐 www.fcjmp.be</p> |
| <p>📍 Clos des Quatre Vents 21
 1332 Genval
 ☎ 02 654 26 54
 🌐 www.relie-f.be</p> | <p>8. Quinoa
 ☎ 02 893 08 70
 🌐 www.quinoa.be</p> | <p>16. Empreintes
 ☎ 081 39 06 60
 🌐 www.empreintes.be</p> |
| <p>1. Centre d'Organisation et d'Animation de Loisirs Actifs
 ☎ 010 22 44 49
 🌐 www.coala.be</p> | <p>9. DéFI Jeunes
 ☎ 02 538 02 71
 🌐 www.defijeunes.be</p> | <p>17. écolo j
 ☎ 02 211 33 17
 🌐 www.ecoloj.be</p> |
| <p>2. Confédération Européenne des Centres de Jeunes
 ☎ 02 540 84 77
 🌐 www.ecyc.org</p> | <p>10. YFU Bruxelles-Wallonie
 ☎ 04 223 76 68
 🌐 www.yfu-belgique.be</p> | <p>18. Coordination-CRH
 ☎ 02 354 26 24
 🌐 www.coordination-crh.be</p> |
| <p>3. Service Protestant de la Jeunesse
 ☎ 02 510 61 61
 🌐 www.spj.be</p> | <p>11. Union des Étudiants Juifs de Belgique
 ☎ 02 649 08 08
 🌐 www.uejb.org</p> | <p>19. Crible
 ☎ 0472 47 32 71
 🌐 www.cribleasbl.be</p> |
| <p>4. Les Jeunes cdH
 ☎ 02 238 01 79
 🌐 www.jeunescdh.be</p> | <p>12. Arc-en-Ciel
 ☎ 02 675 73 11
 🌐 www.arc-en-ciel.be</p> | <p>20. Fédération des Étudiant·e·s Francophones
 ☎ 02 223 01 54
 🌐 www.fef.be</p> |
| <p>5. Asmae
 ☎ 02 742 03 01
 🌐 www.asmae.org</p> | <p>13. Académie Citoyenne de BAO-Jeunesse
 ☎ 087 44 72 80
 🌐 www.bao-j.be</p> | |
| <p>6. Comité des Élèves Francophones
 ☎ 02 414 15 11
 🌐 www.lecef.org</p> | <p>14. Cercles Homosexuels Estudiantins Fr. Fédérés
 ☎ 081 22 09 19
 🌐 www.lescheff.be</p> | |

La parution de cette publication bénéficie du soutien de :

